

1880-1914 : une « statuomanie » à l'algérienne

Jan C. Jansen

Les célébrations françaises en 1930 du centenaire de la conquête de l'Algérie ont souvent été considérées comme le point culminant – son « faux apogée », disait Jacques Berque – de la culture commémorative militariste de l'Algérie coloniale. Envisagées dans un contexte plus large, elles apparaissent plutôt comme un essai désespéré pour réactiver des pratiques commémoratives issues d'une réalité politique et sociale révolue. Ce sont surtout les trois décennies précédant la Première Guerre mondiale qui virent en Algérie une intensification inédite d'activités commémoratives locales, véritable « statuomanie » qui marqua profondément l'espace public des villes algériennes.

La construction d'une scène commémorative dans l'Algérie coloniale

Ce phénomène n'est pas le simple reflet ou l'extension outre-mer de la « statuomanie », alors à son sommet en métropole. Quand le « culte des grands hommes » de la III^e République s'y portait vers les représentants de la France républicaine et de sa culture, en Algérie les places publiques célébrent surtout des généraux et soldats de la conquête. Liée par de multiples transferts aux évolutions métropolitaines, la « statuomanie » algérienne était cependant mue essentiellement par des dynamiques locales. L'établissement et la consolidation du régime colonial allèrent en

effet de pair avec la naissance d'un régime commémoratif dans lequel les pratiques symboliques devenaient un outil important de l'appropriation du pays et de la constitution de la société coloniale – avec ses rapports de forces et, à plus long terme, sa contestation.

Après quatre décennies de conquête et d'administration militaire, le territoire algérien en 1870 était encore largement dépourvu de monuments commémoratifs français. Hormis Alger, « laboratoire commémoratif » de la colonie dès les années 1840, seuls cinq lieux avaient vu l'érection d'importants monuments à la conquête. Curieusement, à part ceux de Sidi-Fredj et de Constantine, ils se référaient à des faits d'armes sans grande importance historique ou stratégique, mais censés porter une valeur « héroïque », comme la bataille de Béni-Méred en avril 1842. Selon le récit officiel, elle aurait vu un détachement de vingt et un soldats, le sergent Jean Blandan à sa tête, se défendre en plein champ contre trois cents cavaliers algériens, au prix de sept morts et neuf blessés. Il en est de même pour les faits d'armes de Mazagan et de Sidi-Brahim/Ghazaouet.

La violence de la conquête et la quasi-absence de grandes batailles décisives n'expliquent pas à elles seules cette retenue commémorative, car elles n'empêchèrent pas le développement d'une statuomanie autour de la conquête à la fin du siècle. On vit ainsi en 1897 le conseil municipal d'Oran débattre des atrocités perpétrées sous le commandement de Pélissier, pour savoir si elles interdisaient ou non qu'on lui érige une statue. Le maire répliqua laconiquement qu'« un homme, quel qu'il soit, ne saurait plaire à tout le monde », et le conseil accepta le projet. Le phénomène peut s'expliquer par les acteurs. Jusqu'en 1870, l'armée, l'administration militaire et le ministère de la Guerre s'employaient davantage à influencer l'opinion publique en métropole par le récit, souvent fantaisiste, de leurs exploits. Les quelques monuments élevés en Algérie l'étaient alors sur les champs de bataille, aux endroits « authentiques », souvent loin des agglomérations urbaines. Ils étaient presque exclusivement de formes abstraites, surtout l'obélisque, la pyramide ou la tombe monumentale. De caractère funéraire, centrés autour de traditions militaires et de soldats morts, ils relevaient d'une culture commémorative militaire et servaient aussi à l'armée à se distinguer de la communauté croissante des colons. Certains présentaient des inscriptions en arabe, reflets d'une prise en compte du caractère propre du pays, comme la pyramide érigée aux portes de Constantine au début des années 1840, à l'endroit où le gouverneur général Charles-Marie de Damrémont était mort la veille de la prise de la ville, le 21 octobre 1837. Une inscription arabe l'honorait comme étant le « sultan d'Alger et de sa région » et qualifiait d'« entrée » la prise de la ville, désignation plutôt neutre pour une des plus violentes campagnes de la conquête.

Après le passage au régime civil et surtout à partir des années 1880, on assista à une véritable explosion commémorative en Algérie. De 1884 à 1914, au moins trente-quatre importants monuments dédiés à la conquête et aux militaires furent inaugurés ou quasiment réalisés. Outre ceux-ci, un nombre important de projets furent initiés et discutés par la presse et les autorités locales. Cette période d'inflation commémorative se caractérisa par deux changements fondamentaux. En premier lieu, au niveau des acteurs : la population civile européenne se mit à dominer les souscriptions et à prendre le contrôle des activités commémoratives. La grande majorité des projets émanaient alors d'initiatives d'acteurs civils locaux, avant tout de l'institution qui depuis les années 1880 était devenue la colonne vertébrale de la domination et de l'exploitation coloniale locale : les conseils municipaux des « communes de plein exercice », organisées sur le modèle métropolitain. Autour d'eux, toute une panoplie d'acteurs civils se lancèrent dans les commémorations : presse locale et régionale, associations savantes, institutions comme les conseils généraux et, à partir de 1900, les Délégations financières, élus d'Algérie à l'échelon national... Le plus souvent, l'administration centrale et les ministères parisiens n'entraient en scène qu'une fois les initiatives et décisions prises sur place.

Second changement notable : le déplacement des projets de monuments des champs de bataille vers les agglomérations urbaines. La plupart des monuments furent désormais érigés sur les places publiques de grandes et petites villes, en général la place principale du quartier majoritairement peuplé d'Européens, au cœur de la nouvelle vie coloniale. Dès lors, la monumentalisation de la conquête fit partie intégrante, quoique souvent négligée, de l'urbanisme colonial de l'époque. Sur le plan stylistique, les communes se servaient de toute la gamme du « décor urbain » en France – analysé par l'historien Maurice Agulhon –, préférant les représentations figuratives, bustes et sculptures des « héros », souvent accompagnés d'allégories et de symboles nationaux, tranchant ainsi avec les monuments abstraits des champs de bataille. Après l'inauguration, en 1887, de la statue de bronze du général Jean-Auguste Margueritte (1823-1870) devant la mairie de Kouba – en pied, une main sur son sabre, l'autre tenant une liste de ses différents postes –, ces monuments ne portèrent plus d'inscriptions en arabe, s'adressant à un pays que leurs initiateurs comptaient désormais assimiler.

L'histoire locale en jeu

Cette multiplication des projets de monuments, accompagnée d'une vague de redénomination d'espaces publics et de toponymes, le tout

flanqué de nombreuses célébrations, marqua l'émergence d'une scène commémorative et contribua à créer un espace public colonial en Algérie. À sa naissance, la conquête et ses acteurs dominèrent largement cette scène, ce thème pouvant surprendre au vu de l'histoire longue de rivalité, voire d'hostilité ouverte, qui opposa l'armée aux colons. Or, déplacée dans un cadre civil, la commémoration de la conquête et de ses acteurs revêtit une signification nouvelle. Autrefois culte de distinction militaire, elle servit de plus en plus à mettre en scène l'« œuvre » des colons eux-mêmes. Les fêtes autour des monuments donnaient une image harmonieuse de l'histoire récente de l'Algérie, dans laquelle fusionnaient conquête et colonisation. L'attrait particulier pour la conquête découlait du fait qu'il ne s'agissait pas d'une histoire métropolitaine, importée de la « mère patrie », mais d'une histoire à la fois irréductiblement locale et française. Ainsi, la conquête fonctionnait comme point de départ et « origine » d'une histoire locale franco-algérienne (légitime) qui débouchait nécessairement sur la colonisation civile. Les monuments ne furent qu'une modalité, particulièrement tangible et coûteuse, de l'inscription de cette histoire franco-algérienne dans l'espace des villes et des centres de colonisation en expansion. Les objets des traditions militaires furent désormais transformés en mythes fondateurs par une population européenne en train de s'appropriier l'espace algérien et de s'y enraciner.

L'ancrage symbolique de la conquête comme « origine » d'une histoire locale franco-algérienne dans l'espace public fut un processus transrégional qui saisit un nombre croissant de localités algériennes avant 1914. Il ne se déroula toutefois pas de façon linéaire : il s'agit plutôt d'un processus complexe, décentralisé et étalé sur plusieurs décennies. Dominé par des élites coloniales locales, il impliquait divers acteurs, issus de la population européenne comme algérienne, et était marqué par des interactions et des conflits à différents niveaux : entre la colonie et la métropole, entre des Européens de nationalités différentes, entre les différentes régions et entre colonisateurs et colonisés.

À la veille de la Grande Guerre, la statuomanie autour de la conquête prit fin. Cela n'entraîna cependant pas le démantèlement de la scène commémorative née à cette époque. L'histoire locale publique, toujours au cœur des activités commémoratives, fut rapidement dynamisée sous l'impulsion des évolutions et des mouvements politiques et sociaux de l'entre-deux-guerres et constitua une ressource importante dans les combats menés autour de la domination coloniale. Largement marginalisés de la scène commémorative jusqu'en 1900, mais jamais totalement absents, des acteurs algériens y jouèrent un rôle plus actif. Ainsi, les pratiques commémoratives censées symboliser l'appropriation coloniale du pays devinrent-elles le point de départ de la contestation algérienne. Tous les courants importants du mouvement

contestataire s'en servirent, chacun à sa manière, afin de renégocier la domination coloniale et d'investir l'espace public.

Pour en savoir plus

Maurice AGULHON, « La "statuomanie" et l'histoire », *Ethnologie française*, n° 8, 1978.

Jacques BERQUE, *Le Maghreb entre deux guerres*, Seuil, Paris, 1962.

Jan C. JANSEN, « Un monument pour le "Royaume arabe" ? Politiques symboliques et enjeux de pouvoir à Alger, dans les années 1860 », in Emmanuelle SIBEUD (dir.), *Cultures d'empires ? Circulations, échanges et affrontements culturels en situations coloniales et impériales*, Karthala, Paris, 2012.

-, « Celebrating the "Nation" in a colonial context : "Bastille Day" and the contested public space in Algeria (1880s-1930s) », *The Journal of Modern History*, vol. 85, n° 1, 2013.

Jennifer SESSIONS, « Ambiguous glory : the Algerian conquest and the politics of colonial commemoration in Post-revolutionary France », *Outre-mers. Revue d'histoire*, n° 94, 2006.